

MOTION

La Chambre des Députés,

Considérant qu'il est nécessaire d'associer les communes à la mise en œuvre de l'IVL (« Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept »), notamment au niveau des plans sectoriels et qu'il est indispensable de sensibiliser et de conseiller les représentants communaux dans le domaine de l'aménagement et du développement du territoire,

Considérant qu'il est essentiel pour le bon développement des régions de disposer du personnel professionnel formé de manière à faire bénéficier les régions de leur savoir-faire spécifique dans le domaine de l'aménagement du territoire au niveau national et européen,

Considérant qu'il est important de disposer de structures régionales performantes subventionnées du moins en partie par des fonds régionaux,

Considérant qu'il est nécessaire d'optimiser la coordination et coopération interministérielle dans le cadre de l'élaboration des plans directeurs sectoriels.

Invite le Gouvernement

A développer des stratégies de consultation et d'information informelles permettant de mieux informer et conseiller les communes en ce qui concerne la mise en œuvre du programme directeur et de l'IVL à l'échelle régionale voire locale,

A organiser des réunions informelles de manière à informer les communes et régions ainsi que la société civile en fonction de l'avancement des planifications sur les orientations et les conclusions des plans directeurs sectoriels préalablement au lancement de la procédure de consultation formelle prévue par la loi,

A promouvoir la coopération et la coordination régionale par la création d'un fonds régional et en soutenant les régions d'aménagement à se doter de structures de coopération et de management régional efficaces en se basant sur les entités existantes comme les syndicats régionaux à vocation multiple (Syndicat Pro-Sud, Syndicat « Réidener Kanton, Parcs Naturels, e.a.) ou sur l'idée des « Etablissements publics de coordination régionale »,

A soumettre au Parlement le « Cadre de Référence Stratégique National » en matière d'aides communautaires avant sa communication à la Commission européenne en juillet 2006, de manière à optimiser les moyens d'action régionaux,

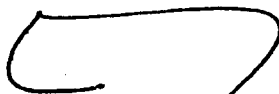
A renforcer davantage la coordination et coopération interministérielle dans le cadre de l'élaboration des plans directeurs sectoriels,

A assurer de manière conséquente l'intégration de la dimension territoriale dans toute décision stratégique nationale ayant un impact direct ou indirect sur l'organisation du territoire, notamment en ce qui concerne le logement, les zones d'activités, la préservation des grands ensembles paysagers et forestiers, les infrastructures publiques et les transports,

A réformer la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire de manière à permettre une meilleure articulation entre les différents niveaux de planification lors de l'établissement des différents plans.



N. SCHANCK



A. BODEL



C. CHRIA

